



La production du printemps perturbée par une météo peu clémente



© Cyril ANIEL <http://twisterc.blogspot.com>

Les marchés agricoles orientés à la hausse depuis trois campagnes consécutives ont permis le redressement des résultats économiques de l'agriculture régionale. Ces résultats cachent de grandes disparités entre céréaliers et éleveurs. La forte volatilité des cours mondiaux des matières premières agricoles impacte directement les performances des filières agricoles. Ainsi le revenu des exploitants spécialisés en grandes cultures a progressé en 2011 et 2012 alors que les éleveurs ont subi le renchérissement de leurs charges d'approvisionnement.

Dans un contexte général de crise et de perte de pouvoir

d'achat, la consommation marque le pas. Les conditions climatiques de mai et juin froides et pluvieuses ont été particulièrement défavorables à la production de fruits et légumes, comme à leur consommation. Ces productions accusent un retard de deux à trois semaines. La production de certains légumes (melon) est incertaine et les professionnels de la filière craignent un décalage important de récolte qui amènerait la grande distribution à s'approvisionner chez nos voisins (Espagne, Maroc). Dans les achats des ménages, la consommation de viande bovine chute en raison de hausses de prix significatives. La pression parasitaire est

généralisée sur toutes les espèces cultivées : cultures fruitières, légumières, céréalières et viticulture.

La production fourragère de la région sera abondante mais de qualité médiocre, en raison des pertes liées au piétinement des animaux et à la verse. Les éleveurs ont été contraints de poursuivre l'affouragement en sec, les récoltes de fourrages sont perturbées et des agriculteurs se sont tournés vers l'enrubannage. La production de lait sera probablement affectée par la mauvaise qualité des fourrages. Concernant la production de viande il y aura des retards sur les vêlages du printemps prochain et des conséquences sur le renou-

vellement du cheptel reproducteur.

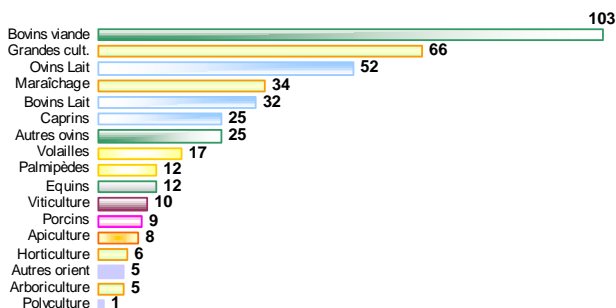
La récolte de céréales et de colza démarre avec un retard de deux à trois semaines. Bien que les niveaux de production soient estimés dans la moyenne quinquennale, les conditions de ce printemps risquent d'être préjudiciables à la qualité de la récolte.

Météo d'exception en 2013 : pluviométrie excédentaire de 50 % à la normale, forte baisse des températures en mai (2,3°C inférieur à la normale) et records de faible ensoleillement, vont peser sur les niveaux de production.



Installations aidées en Midi-Pyrénées

Classées selon l'orientation dominante



Au niveau régional, les installations aidées en 2012 retrouvent leur niveau de 2010. Un quart des projets sont réalisés par des femmes (stable par rapport aux années précédentes).

En ce qui concerne la typologie des installations, les principales caractéristiques observées les années précédentes se confirment. Les installations dans l'élevage restent dominantes en liaison avec l'Aveyron, qui représente 25 % des DJA (Dotation Jeune Agriculteur).

A noter le développement récent des installations en maraîchage.

Comme en 2011, 13 % des bénéficiaires affichent une conduite de la production en agriculture biologique, et près d'un sur trois prévoit une valorisation d'une partie de sa production en vente directe.

Grandes cultures : progression de la sole de blé tendre

L'assolement des céréales de Midi-Pyrénées est en train de se modifier. Les prix de marché élevés du blé tendre et du maïs sont les principaux facteurs de développement de ces deux céréales au détriment du blé dur.

Les surfaces en blé tendre de la campagne 2012-2013 devraient atteindre 272 000 ha, niveau jamais atteint depuis 10 ans, soit plus de 30 000 ha supplémentaires cumulés sur 3 dernières campagnes. Le blé dur, à l'inverse, devrait perdre plus de 10 000 ha et se situer en dessous des 90 000 ha.

Les prix payés aux producteurs pour le blé tendre et le maïs évoluent depuis 2 campagnes entre 200 et 220 €/T. Celui du blé dur baisse. En avril 2013, le prix ferme du blé dur stagne et se situe à un niveau inférieur à celui du blé

tendre : 220 €/T contre 231 €/T pour le blé meunier. En mai 2013, blé tendre et blé dur sont payés quasiment au même niveau, soit respectivement 224 €/T et 227 €/T. Les surfaces de maïs, qui avaient tendance à baisser depuis la mise en place des droits à paiement unique (DPU), repartent à la hausse. On est passé d'une surface de l'ordre de 230 000 ha en 2002 à moins de 170 000 ha en 2010. Elles pourraient atteindre 185 000 ha en 2013. Les surfaces de tournesol augmentent jusqu'en 2011 pour atteindre 234 000 ha. Depuis deux campagnes,

elles se maintiennent au-dessus de 210 000 ha, positionnant ainsi le tournesol derrière le blé tendre et devant le maïs. Les prix rendu Bordeaux du tournesol se situent depuis deux campagnes au-delà des 400€/T voire dépassent les 500€/T alors que les niveaux connus jusqu'alors dépassaient rarement 350 €/T (moyenne des campagnes 2005 à 2009). Le prix du colza suit la courbe des prix du tournesol.

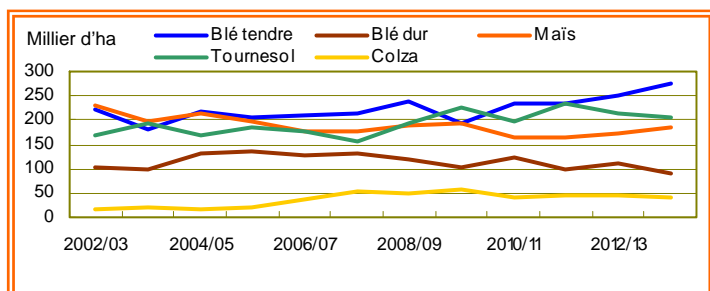
Les surfaces de colza restent cependant assez stables en Midi-Pyrénées depuis 10 ans car cette culture est le plus souvent contractualisée avec

les industriels (colza à destination de l'huile alimentaire ou transformation en diester).

Maïs, tournesol : semis retardés

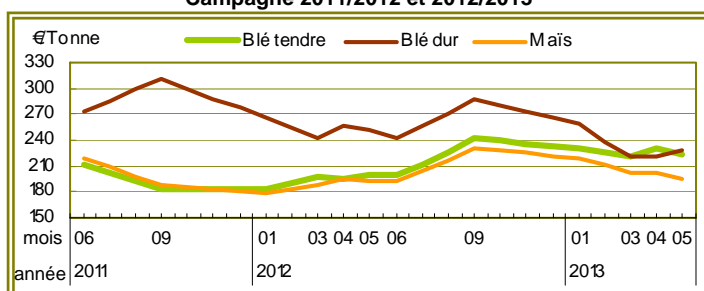
La situation météorologique de ce printemps a été très défavorable aux semis de maïs, tournesol, soja, sorgho. Les précipitations abondantes du mois de mai ont retardé les premiers semis et compliqué la réalisation des calendriers des productions de semences. Les températures froides de mai ont freiné la germination et le développement des premiers semis. Bien que les intentions de semis ne soient pas toutes réalisées, la sole de maïs continuerait à progresser de 5 %, celle du tournesol resterait stable.

Evolution des surfaces en Midi-Pyrénées



Source : Agreste - statistique agricole annuelle 2012-2013

Comparaison des prix payés aux producteurs Campagne 2011/2012 et 2012/2013



Source : Enquête FranceAgriMer

Perspectives de récoltes dans la moyenne

La nouvelle récolte de blé, en net retard végétatif lié aux températures froides et aux fortes pluies enregistrées en mai, arrive dans un contexte déficitaire en céréales. En 2012/2013, les bilans mondiaux du blé tendre et du maïs n'atteignent pas l'équilibre : les niveaux de consommation dépassent la production. Les stocks de fin de campagne pour le maïs sont prévus particulièrement bas. Les prévisions au niveau mondial des prochaines récoltes de blé tendre et de maïs sont plutôt optimistes : +27 MT par rapport à la campagne passée pour le blé tendre et +89 MT pour le

maïs. La production française de blé tendre est annoncée au même niveau qu'en 2012. Pour Midi-Pyrénées, les volumes de production sont estimés dans la moyenne quinquennale, grâce à la forte progression des surfaces en blé tendre (près de 10 %) malgré des prévisions de rendements en dessous de leurs moyennes quinquennales (problèmes de pollinisation et sanitaire).

La campagne de commercialisation 2012/13, se termine sur une demande élevée des céréales françaises par les pays de l'UE, liée en partie aux effets du printemps particulièrement pluvieux et des inondations en Europe de

l'Est. Par ailleurs, la découverte d'Aflatoxines dans les maïs des Balkans entraîne un regain d'intérêt pour les céréales françaises.

Les prix des céréales françaises à l'exportation sont orientés à la baisse, sous la pression de récoltes volumineuses et précoces annoncées dans les pays de la Mer Noire. Les cotations marché à terme en blé tendre redescendent légèrement en dessous de 200 €/T sur les échéances de novembre 2013/janvier 2014.

La météo de juillet va être décisive pour la qualité des blés, enjeu majeur pour valoriser la récolte 2013 sur un marché concurrentiel.

Stocks régionaux élevés en blé tendre et maïs

Stocks	Fin mai	
Millier de tonnes		
Céréales, oléoprotéagineux	529	709
dont : blé tendre	113	215
blé dur	33	29
maïs	287	350

Source : FranceAgriMer

Stock de blé tendre : près du double de la campagne précédente et plus haut niveau des 5 dernières campagnes, lié à l'activité des meuniers, en baisse, du fait des difficultés rencontrées par les artisans boulangers.

Stock de maïs : + 22 % /2011, lié aux difficultés sur le marché espagnol (crise) et à la concurrence avec les pays de la Mer Noire.

Filière lait : l'amont et l'aval pour une stratégie commune

La campagne laitière 2012-2013 s'est achevée dans la morosité.

La consommation mondiale de produits laitiers est toujours forte et porteuse mais sa dynamique a commencé à ralentir, attirant la concurrence entre pays producteurs. Contrairement à la campagne laitière précédente où l'offre peinait à satisfaire la demande en raison de la sécheresse qui avait frappé de nombreux pays exportateurs (Nouvelle Zélande, Australie), une crise de surproduction a marqué l'année 2012.

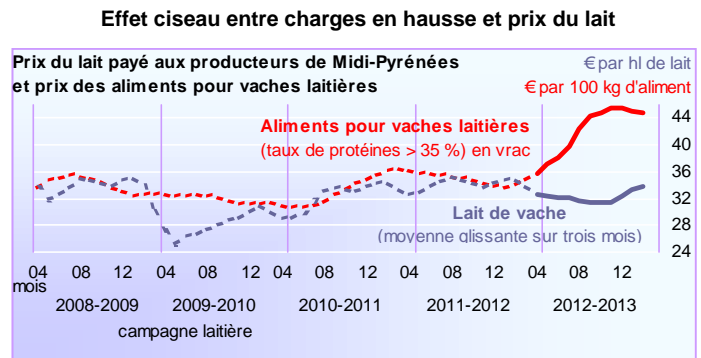
En Midi-Pyrénées, dès l'été, les prix payés aux producteurs ont chuté sous la barre des 32 € par hectolitre de lait. Cette baisse a été d'autant plus insupportable pour eux que leurs charges

d'exploitation se sont fortement alourdies, notamment pour le poste de l'alimentation animale.

Les difficultés de la campagne 2012-2013 ont rappelé avec acuité la nécessité d'anticiper la suppression des quotas en 2015 pour résister aux aléas d'un marché extrêmement volatil.

Au plan européen, l'adoption du Paquet-lait par la Commission européenne permet aux producteurs, depuis 2012, de se regrouper - sous conditions - en organisations de producteurs ayant une meilleure force de négociation pour la fixation des prix et la gestion des volumes de production.

Au plan national, le Projet d'action stratégique de l'Etat



Source : Agreste - Le bulletin, Enquête Situation mensuelle laitière

en région, pour la période 2011-2013, accorde une place privilégiée à la filière lait du bassin laitier du Sud-Ouest, en raison de sa fragilité structurelle.

La conférence de bassin laitier du Sud-Ouest s'est réunie à plusieurs reprises pour poser le diagnostic de la filière et étudier les moyens de la promouvoir et de la préserver dans un contexte international de plus en plus incertain. La conférence du 28 février 2013, constituée de représentants de la profession agricole, de l'industrie laitière, de l'interprofession (CILAISUD), s'est conclue par la signature de la « charte d'engagement pour le bassin laitier du Sud-Ouest » en présence de Henri-Michel Comet, préfet de la région Midi-Pyrénées et préfet coordonnateur du bassin laitier du Sud-Ouest

<http://draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr/La-filiere-lait>

et de Michel Sallenave, alors directeur de la DRAAF Midi-Pyrénées.

Les cosignataires s'engagent,

- pour les industriels : à approvisionner les usines situées dans le bassin en privilégiant le lait produit sur le même territoire, à moderniser les installations, à innover afin de mieux valoriser les produits transformés.

- pour les producteurs : à maintenir le potentiel de production grâce notamment au renouvellement des générations, à mettre en adéquation la production avec les besoins de l'industrie laitière.

La conférence laitière du 15 mai 2013 a posé les règles d'affectation des quotas laitiers pour la campagne 2013-2014.

Livraisons de lait à l'industrie par les producteurs de Midi-Pyrénées (millier d'hectolitres)

	Campagne laitière	
	2011-2012	2012-2013
Midi-Pyrénées	8 436	7 977
Aveyron	3 339	3 253
Tarn	1 363	1 282
Lot	1 068	1 005
Haute-Garonne	807	755
Tarn-et-Garonne	548	492
Hautes-Pyrénées	496	468
Gers	461	406
Ariège	354	316

Source : Agreste - Situation mensuelle laitière

Production de viande bovine : abattages en baisse en Midi-Pyrénées

La réduction des effectifs de vaches laitières et allaitantes, la baisse des naissances due à la sécheresse de 2012 ainsi qu'aux effets encore présents de l'épidémie de FCO (fièvre catarrhale ovine), ont conduit à la diminution des abattages de petits veaux (moins de huit mois). Leurs prix ont pourtant baissé

par rapport à 2012 dans un contexte de concurrence tendue, notamment de la part des Pays-Bas.

A ces facteurs, s'ajoutent la baisse de la consommation française de viande de veau et l'augmentation des coûts de production. En conséquence, les mises en place de veaux ont diminué début 2013.

La production d'animaux maigres ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices. Nos pays voisins traditionnellement importateurs de brouards (Italie, Espagne pour l'essentiel) ont limité leurs achats en raison de la grave crise financière qu'ils affrontent.

Le repli des exportations françaises a conduit à

l'augmentation des mises à l'engraissement.

Ainsi, sur les quatre premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2012, les abattages de jeunes bovins de plus de huit mois augmentent de 9 % à l'échelon national et restent stables en Midi-Pyrénées.

.../...

Abattages en baisse

Suite de la page 3

Sur l'ensemble France métropolitaine, la récapitalisation du troupeau allaitant se confirme. Associée à la moindre disponibilité de vaches de réforme du troupeau laitier, cette pénurie a conduit à une flambée des prix des vaches allant de +13 % à +18 % selon les catégories.

En Midi-Pyrénées, hormis la catégorie jeunes bovins, la baisse des disponibilités se fait sentir pour tous les types de productions bovines. Sur les quatre premiers mois de 2013, le total bovins baisse de 4,8 % / à la même période en 2012. Les abattages de veaux baissent de 5,8 %, cette situation est préoccupante pour Midi-Pyrénées. La région compte beaucoup de filières « qualité » comme veaux label rouge, veaux d'Aveyron.

Evolution des effectifs dans les abattoirs de Midi-Pyrénées sur les quatre premiers mois de l'année civile pour la filière bovine

Effectifs en millier de têtes	2011 au 1 ^{er} mai		2012 au 1 ^{er} mai et évolution 2012/2011 (%)			2013 au 1 ^{er} mai et évolution 2013/2012 (%)				
	France métrop.	Midi-Pyr.	France métrop.	évol (%)	Midi-Pyr.	évol (%)	France métrop.	évol (%)	Midi-Pyr.	évol (%)
Total bovins	1 704	120	1 647	-3,3	117	-2,4	1 554	-5,6	112	-4,8
Veaux (8 mois ou moins)	481	44	476	-1,1	43	-2,9	450	-5,4	40	-5,8
J. bovins (8 à 12 mois)	40	16	36	-10,5	17	10,3	39	9,2	17	0,4
Bovins de plus de 12 mois	1 182	61	1 135	-4,0	57	-5,4	1 065	-6,2	54	-5,7

Source : SSP-Abattage

Moindres disponibilités en broutards : La diminution des naissances, sur la période avril-juillet 2012, comparative à 2011, est une des causes de ces moindres disponibilités. Au niveau national, la baisse représente un manque de veaux mâles de 8,6 % pour la filière broutards/

jeunes bovins. Le repli global des exportations maigres peut être expliqué par la faiblesse des disponibilités, mais également par la demande des engraisseurs français, en hausse de 8,8 % au 1^{er} avril 2013 pour les bovins allaitants de 12 à 16 mois.

IAA : Contexte de désinflation

Demande atone, tassement des prix et incertitude sur le chiffre d'affaires des IAA.

Depuis le début de l'année les industries agroalimentaires ont subi un ralentissement de leur activité. Dans un contexte général de crise et de perte de pouvoir d'achat, la consommation marque le pas.

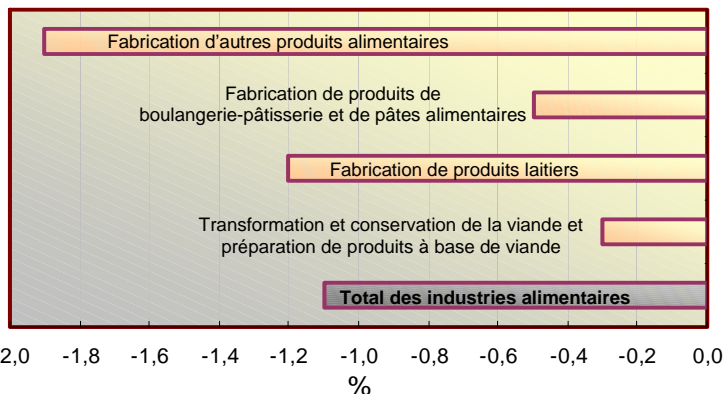
L'indice de la production industrielle (IPI) des industries agroalimentaires (IAA), basé sur les volumes de production en France, a baissé de 1,1 % au premier trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. La baisse la plus importante concerne les autres produits alimentaires (-1,9 %) comme les plats cuisinés et les produits diététiques.

Durant la même période, l'indice de chiffre d'affaires des IAA nationales a cependant progressé de 0,9 % (+1,1 % pour les autres produits alimentaires, +1 % pour les industries de la viande, +0,9 % pour la panification industrielle et +0,4 % pour l'industrie laitière).

L'évolution modérée du chiffre d'affaires des IAA s'explique notamment par le tassement des prix des produits alimentaires. Cette tendance est corroborée par les indicateurs des panels NIELSEN sur l'évolution des prix dans la grande distribution. Depuis quatre mois les prix des produits alimentaires (grande consommation et produits frais) vendus en grande et moyenne surface (GMS) baissent. En mai 2013, ils ont chuté en moyenne de 0,5 % par rapport à mai 2012. Seuls quelques secteurs échappent à cette tendance : les boissons alcoolisées en raison des taxes, les viandes du fait de l'inflation des disponibilités réduites. De plus, selon les panels de Symphony IRI Group, en avril 2013 par rapport à avril 2012, les ventes en volume de produits alimentaires dans les GMS ont baissé de 1,7 %. Elles avaient également chuté de 1,5 % en février et de 0,3 % en janvier.

Le solde du commerce extérieur des produits agroalimentaires (au niveau national) enregistre une détérioration. L'excédent cumulé des quatre premiers mois de 2013 s'élève à 2,4 milliards d'euros, en repli de 11 % par rapport à 2012, même période.

Evolution de l'indice de la production des industries agricoles et alimentaires France entière (1^{er} trimestre 2013 / 1^{er} trimestre 2012)



Source : INSEE-IPI France entière

Exports de jeunes bovins (âgés de 6 à 18 mois) issus d'exploitations de Midi-Pyrénées entre janvier et mai (têtes)

Total	2011	2012		2013
		6-18 mois	12-18 mois	
Total	50 471	46 382	44 413	22 215
	15 713	12 317	13 357	5 783
	5 783	5 496	5 118	
6-12 mois	34 758	34 065	31 056	16 432
	16 432	17 019	15 349	

Source : Agreste - BDNI

Agreste
La statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

www.franceagrimer.fr

www.snm.agriculture.gouv.fr



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service Régional de l'Information Statistique, Économique et Territoriale
Cité administrative bât. E - Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cedex
Tél : 05 61 10 61 56
Mél : srise.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

Directeur régional par intérim: Bruno LION
Directeur de la publication par intérim: Jean-Pierre CASSAGNE
Rédacteur en chef: Christian FABREGUE
Rédaction : DRAAF
Composition : Dany GAYRAUD
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : à parution - ISSN n° 1958-1475

Juillet 2013

Pommes : Bons niveaux des cours durant toute la campagne

Malgré une récolte en forte baisse, l'ensemble de la saison a été favorable notamment à l'exportation.

La campagne de commercialisation 2012/2013 de pommes de table se met en place dans un contexte de manque de volumes en France comme en Midi-Pyrénées. Cette baisse est de 30 % par rapport à 2011 et avec une qualité jugée satisfaisante. La demande est irrégulière en début de campagne. Les exportations françaises sont concurrencées notamment par la Pologne. La mise en avant des agrumes dans les grandes surfaces relègue la pom-

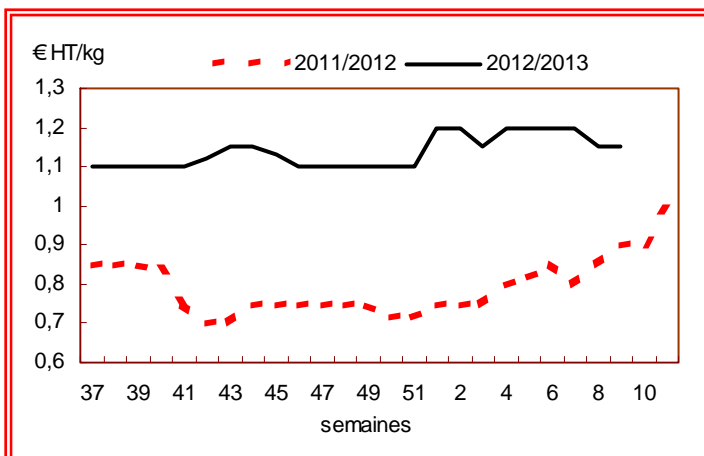
me au second plan. Seul le grand export connaît un certain dynamisme influencé par un attrait pour la Gala largement privilégiée avec une offre limitée. Il faut attendre 2013 pour entrevoir un écoulement plus régulier avec une demande plus intéressée. Courant février, des problèmes de conservation sont mis en évidence, la fourchette des cours s'élargit, mais globalement le déficit des disponibilités facilite le maintien des prix.

En fin de campagne, on constate une revalorisation des cours, notamment pour Golden : La persistance d'un temps frais et pluvieux retarde toutes les productions de fruits d'été, laissant à la pomme une place de choix dans les grandes surfaces et commerces de proximité. Sur l'ensemble de la campagne, le marché est dynamisé par le grand export où les variétés Gala et Granny rencontrent toujours un fort engouement.

Le gel du printemps 2012 a fait des ravages dans les vergers et plus particulièrement dans le Limousin où la baisse atteint 60 %.

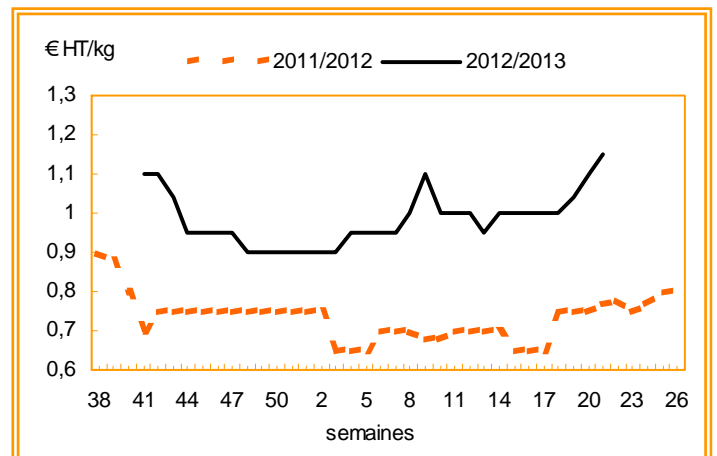
La commercialisation de la pomme AOP du Limousin a connu une forte concurrence à l'exportation. Malgré des problèmes qualitatifs imputables à la conservation, la campagne de commercialisation s'est effectuée de façon homogène, les cours sont restés élevés.

Pomme Gala Sud-Ouest | 170/220g le kilo



Source : FranceAgrimer

Pomme Golden Sud-Ouest | 170/220g le kilo



Source : FranceAgriMer

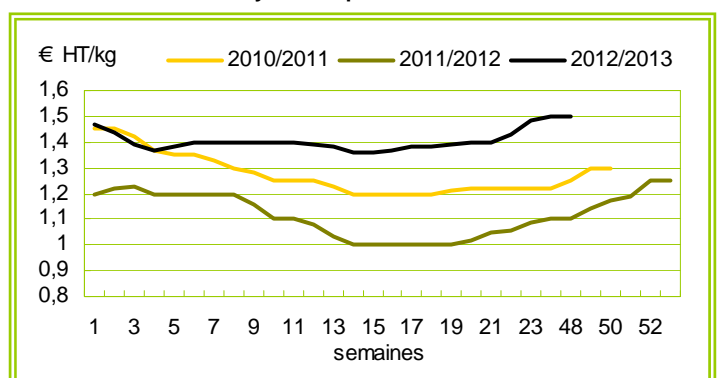
Kiwi : Bilan de commercialisation positif

La campagne 2012/2013 de commercialisation du kiwi voit ses prix supérieurs de 18 % à la moyenne quinquennale.

Dès le début de la campagne, les ventes de kiwi sont régulières. La demande est active et, à l'export, les prix sont hauts. Les volumes écoulés sont plus importants que les années passées. Après les fêtes, les prix sont toujours fermes et supérieurs aux années passées, malgré la forte concurrence sur le marché de gros avec l'offre italienne et grecque. Le marché français reste toujours linéaire et régulier,

fluide pour les petits et moyens calibres. Le manque de concurrence avec les produits d'hiver (pommes, poires, agrumes) a été favorable au maintien des cours. Les conditions climatiques du printemps 2013, défavorables à la consommation des fruits d'été, prolongent la campagne commerciale des produits d'hiver. Fin mai le disponible français pour le kiwi est inférieur aux années antérieures.

Kiwi Hayward expédition Sud-Ouest



Source : FranceAgriMer

Diagnostic des abattoirs de Midi-Pyrénées

Midi-Pyrénées dispose de vingt-six abattoirs, dont le tonnage global a augmenté ces deux dernières années en raison de la fermeture d'abattoirs dans le bassin Sud-ouest. La filière élevage connaît des difficultés et a besoin de se structurer. Le travail de diagnostic sur les abattoirs est une première étape vers cette organisation de filière.

Un diagnostic des abattoirs de gros animaux de Midi-Pyrénées a été réalisé dans le cadre de la commission interrégionale des abattoirs. Cette commission a vu le jour en 2012, sous l'impulsion du Ministère de l'Agriculture, suite à un double constat de difficultés sanitaires et économiques des abattoirs français. Elle regroupe l'ensemble des professionnels de la filière élevage des régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et les pouvoirs publics.

25 outils d'abattage ont répondu à l'enquête conduite par le GIE Promotion de l'élevage Midi-Pyrénées, visant à établir un état des lieux. Le diagnostic porte sur 4 volets :

- Les capacités de production et d'abattage,
- les dynamiques de flux entrants et sortants,
- les démarches commerciales existantes,
- une photographie de l'aval de la filière.

L'enquête permet de définir trois typologies d'outils en fonction des capacités d'abattage :

Les abattoirs industriels (10 outils) traitent plus de 10 000 T, soit un tonnage global de près de 150 000 T, les abattoirs intermédiaires (8 outils) réalisent des volumes compris entre 2 000 et 10 000 T : plus de 37 000 T abattus,

7 outils de petite dimension (moins de 2 000 T abattus) pour un total de 8 000 T environ.

L'enquête précise que la plupart des animaux produits en Midi-Pyrénées sont abattus dans la région. Mais l'étude de l'approvisionnement global des abattoirs apporte un éclairage sur la dynamique des flux entrant des bovins et porcins. Les porcins abattus dans le Tarn production de « Jambon de Lacaune », proviennent pour moitié de Midi-Pyrénées, les 2/3 du bassin Sud-ouest et plus de 10 % des Pays de Loire voire

de Bretagne. Concernant les gros bovins, seuls 65 % des animaux proviennent du bassin dont 52 % de Midi-Pyrénées et le reste des autres régions françaises.

L'activité des abattoirs est liée pour une part importante à la présence de filières de qualité, Label Rouge ou Indication Géographique Protégée (IGP Salaisons de Lacaune, IGP Jambon de Bayonne, Label Rouge « Veaux d'Aveyron et du Ségala », Label Rouge « Veaux sous la mère » etc). Les 10 abattoirs dits « industriels » sont détenus par 4 opérateurs : BIGARD, ARCADIE, FIPSO (filiale porc du Sud-ouest) et APO (Alliance Porcine Lacaune) qui abattent 80 % des volumes. Les 15 autres sont souvent multi-espèces et avec des profils d'usagers très variés : grossiste-chevillard, entreprises de transformation, bouchers, éleveurs. Les éleveurs représentent 82 % des usagers des abattoirs de petite taille mais seulement

2 % des volumes abattus.

Les outils sont gérés de manière très hétérogène selon leur statut : privé, public (régie municipale, Société Coopérative d'Intérêt Collectif...). Le statut « public » perdure pour les outils de petite taille ou de taille intermédiaire qui sont perçus comme rendant un véritable « service public » (abattage de proximité et d'urgence par exemple).

Les principaux enjeux qui ressortent de l'étude sont regroupés par typologie d'outils.

Pour les outils industriels, il est important de relocaliser une partie de la production bovine et porcine, pour pallier la baisse de l'activité. La rentabilité et la capacité à investir nécessitent un certain volume d'animaux.

Pour les abattoirs de petite et moyenne taille, il convient de rationaliser le nombre et la localisation des outils, impliquant plus les usagers, que ce soit en terme d'organisation qu'en terme « économi-

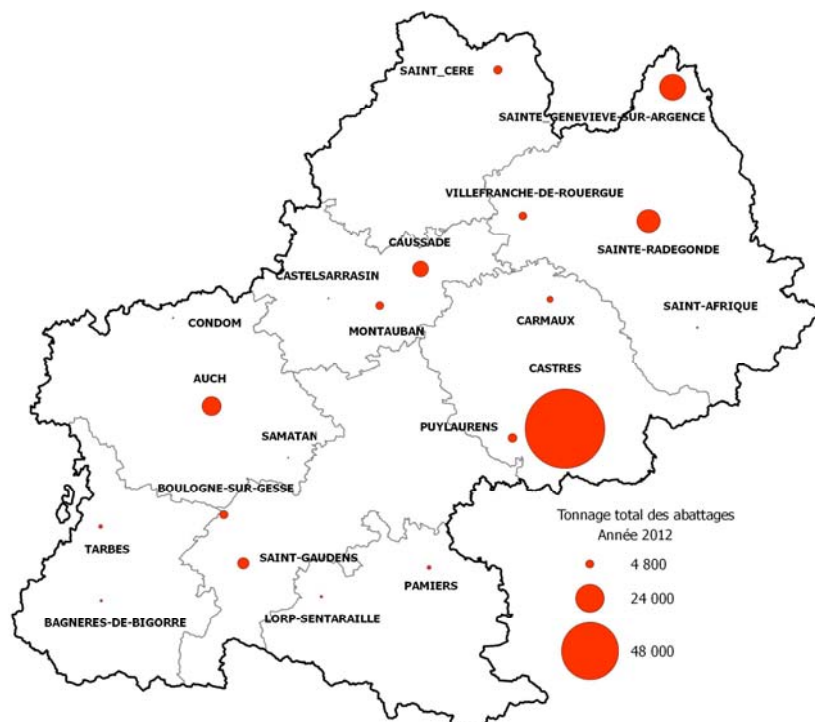
que » (changement de statut, prise de participation dans ces outils pour assurer leur pérennité).

Pour l'ensemble des abattoirs, il est important de traiter la question réglementaire et sanitaire afin d'en faire une force, de travailler sur l'attractivité des métiers de la viande et sur les débouchés à travers les démarches de filières de qualité (Label Rouge, IGP ...).

Suite à ce travail de diagnostic, le Préfet coordinateur de bassin a mis en place plusieurs groupes de travail : « abattoirs de proximité » piloté par la région Languedoc-Roussillon, « filière bovins » piloté par l'Aquitaine, « filière ovine » et « filière porcine » pilotés par Midi-Pyrénées. Les directives du Préfet coordinateur prennent en compte l'ensemble des maillons des filières.

La synthèse de ces groupes doit être présentée à la prochaine commission prévue début octobre.

Les abattoirs de la filière bovine de Midi-Pyrénées classés par tonnage



Source : Agreste - enquête mensuelle 2012